

**LES ULTRA-RICHES
HÉRITENT DE
MILLIARDS,
NOUS DES
CRISES !**



STOPPONS-LES !

OUI À L'INITIATIVE
POUR L'AVENIR

ARGUMENTRAIRE

L'INITIATIVE EN BREF	3
NOS ARGUMENTS PRINCIPAUX	4
Des milliards pour le climat	4
Demander des comptes aux responsables	4
Lutter contre les inégalités de richesse	5
Pas de protection du climat sans justice sociale !	5
CRISE CLIMATIQUE : AGIR MAINTENANT !	6
Ce que nous risquons ? Absolument tout !	6
ORIGINE ET RESPONSABLES	8
L'origine de la crise est claire	8
Les responsables	9
La question climatique et la justice sociale	10
LA POLITIQUE CLIMATIQUE BOURGEOISE A ÉCHOUÉ	12
La Confédération et le Parlement n'en font pas assez	13
Inégalités de richesse – un danger pour le climat et la démocratie	14
L'INITIATIVE POUR L'AVENIR	16
Taxer les riches, protéger le climat et la démocratie	16
Pourquoi un impôt national sur les héritages ?	17
50/50 – ça veut dire quoi exactement ?	18
Pourquoi l'initiative ne vise-t-elle que les ultra-riches et pourquoi ces personnes ne partiraient pas simplement ?	19
L'initiative détruira-t-elle les entreprises familiales ?	20
Où l'argent doit-il être investi ?	21
Habitat durable	21
Travailler	21
Services publics	22
Transformation de l'économie	22

L'INITIATIVE EN BREF

La crise climatique, les inégalités de richesse et le sabotage de la démocratie sont les plus grands défis de notre époque. Avec leurs jets privés et leurs investissements polluants, les ultra-riches détruisent notre environnement et s'achètent du pouvoir et de l'influence politique. Leur fortune augmente largement et cause des dégâts de plus en plus importants d'une génération à l'autre. En quelques heures, les plus riches sont responsables de plus d'émissions qu'une personne moyenne sur toute sa vie. Les ultra-riches et leurs milliards sont responsables de la crise climatique et doivent donc payer plus que la population générale pour lutter contre cette crise.

Il faut protéger notre démocratie et préserver nos moyens de subsistance. La taxation des très grands héritages permettrait de lever les milliards nécessaires pour mettre en place des mesures de protection du climat socialement justes et réduire les inégalités de richesse.

Un impôt sur les héritages et les dons avec une franchise de 50 millions et un taux d'imposition de 50 % permettrait de récupérer les milliards nécessaires pour lutter de manière socialement juste contre la crise climatique.

Cette imposition ciblée des très grands héritages garantirait que les ultra-riches soient tenu-es responsables de leur destruction climatique. L'initiative n'a donc aucun impact sur les héritages et les donations inférieurs à 50 millions. Seules 2500 personnes, soit 0,05 % des contribuables, seraient concernées par l'initiative. Le texte de l'initiative prévoit des mesures efficaces contre l'évasion fiscale, en particulier en ce qui concerne les départs.

L'initiative rapporterait environ 6 milliards de francs par an, qui seraient exclusivement utilisés pour lutter contre la crise climatique et pour la transformation écosociale générale de l'économie. Des mesures concrètes de protection du climat doivent être mises en œuvre dans les domaines du logement, du travail et des services publics, sans peser en permanence sur le portefeuille de la population. Pour une protection du climat socialement équitable financée de manière fiscalement juste !

NOS ARGUMENTS PRINCIPAUX

Des milliards pour le climat

La Suisse en fait beaucoup trop peu pour la protection du climat. Aujourd'hui, seulement deux milliards de francs y sont consacrés, mais il en faudrait beaucoup plus même pour atteindre les objectifs climatiques peu ambitieux de la Confédération pour 2050 – environ onze milliards supplémentaires par an. La Confédération fait l'inverse : avec les nouveaux plans d'économies, plusieurs centaines de millions seront supprimés.

Avec cette initiative, environ six milliards supplémentaires seraient désormais disponibles chaque année pour des mesures de protection du climat socialement équitables. Cet argent est affecté à un usage spécifique et ne peut donc pas être investi dans de nouveaux avions de combat, par exemple. Sans les recettes supplémentaires provenant de l'impôt pour l'avenir, la population dans son ensemble devrait payer de plus en plus pour lutter contre la crise climatique, mais aussi pour en assumer les conséquences. De cette situation, nous n'en voulons pas

Demander des comptes aux responsables

En Suisse, un ultra-riche produit en quelques heures plus de CO₂ que la moyenne au cours d'une vie. Les émissions par habitant des classes à revenus faibles et moyens ont diminué de manière constante au cours des 30 dernières années, mais celles des plus riches ont augmenté de 30 %. Selon le principe du pollueur-payeur inscrit dans la loi et dans la Constitution, les plus grand-es pollueuse-urs devraient également contribuer davantage à la protection du climat. L'initiative applique ce principe de manière cohérente.

Lutter contre les inégalités de richesse

Au cours des 20 dernières années, la fortune des 300 personnes les plus riches a doublé pour atteindre aujourd'hui le montant inimaginable de 833 500 000 000 francs, tandis que les salaires de la population dans son ensemble stagnent. Cette fortune est constituée d'argent obtenu sans travail, dont 80 % ont été transmis de génération en génération sous forme de très grands héritages. Ces milliards causent d'énormes dégâts, non seulement à travers des investissements sales, des jets privés et des yachts, mais aussi par l'achat de pouvoir et d'influence politique.

Pas de protection du climat sans justice sociale !

Lutter contre la crise climatique ne consiste pas à faire du «business as usual» en version verte. Le système économique actuel est conçu pour générer des profits rapides pour une poignée de personnes et vise une croissance infinie sur une planète aux ressources limitées. Ce fonctionnement n'est pas compatible avec l'idée de durabilité, et il nous faut donc transformer notre système économique à long terme. L'initiative vise à mettre en œuvre des mesures socialement justes de protection du climat dans les domaines du logement, du travail et des services publics. Mettre en place des programmes de sécurité de l'emploi et de formation continue et développer la mobilité durable, les programmes de rénovation des bâtiments... tout cela coûte des milliards.

Alors que la population paie constamment des taxes sur le CO₂, les entreprises polluantes des plus riches peuvent facilement y échapper. De plus, les hausses de prix liées aux dégradations du climat ne touchent que les personnes aux revenus moyens, tandis que les plus riches continuent de parcourir le monde en jet.

Il est temps que la population générale cesse de devoir tout payer et que les ultra-riches responsables de la situation passent à la caisse.

CRISE CLIMATIQUE : AGIR MAINTENANT !

Ce que nous risquons ? Absolu- ment tout !

La crise climatique est le plus grand défi de notre époque. Il ne s'agit pas d'une menace lointaine mais bien déjà aujourd'hui d'une réalité dont les effets sont perceptibles et prennent des proportions de plus en plus dramatiques. La santé, la sécurité alimentaire et l'approvisionnement en eau, ainsi que notre société et notre économie, sont gravement touchés. Des régions entières deviennent inhabitables tandis que les conflits liés à la raréfaction des ressources continuent de s'intensifier.

De nouvelles maladies apparaissent, les pandémies se multiplient et la santé humaine est par ailleurs mise à rude épreuve par des vagues de chaleur de plus en plus fréquentes et létales. Les catastrophes climatiques comme les

inondations, les cyclones ou les glissements de terrain augmentent en fréquence et causent de lourds dégâts.

Aujourd'hui déjà, les conséquences de la crise climatique ont fait de nombreuses victimes et contraint des millions de personnes à fuir leur domicile. Notre siècle verra ce nombre augmenter dans des proportions spectaculaires. En Suisse aussi, les conséquences de la crise climatique se font déjà sentir. Alors que la température moyenne dans le monde a augmenté de 1,4 °C¹, elle a augmenté de 2,9 °C en Suisse². Chaque année, plusieurs centaines de personnes meurent déjà dans notre pays à cause de la chaleur³. Les hivers futurs, pauvres en neige, et la fonte des glaciers vont bientôt réduire à néant les autrefois abondantes réserves d'eau de la Suisse⁴. Dans le même temps, celle-ci connaîtra également des pertes de récoltes massives et certaines zones de montagne deviendront inhabitables.

Si nous continuons comme avant, le réchauffement atteindra 3,2 °C d'ici la fin du siècle⁵. Ce «statu quo» entraînerait des coûts inimaginables, estimés à 1266 trillions de dollars, soit

plus que la totalité des richesses existantes aujourd'hui⁶. Les vies humaines que coûte la crise climatique sont bien sûr inestimables. Les analyses du Forum économique mondial (WEF) prévoient 14,5 millions de décès supplémentaires d'ici 2050⁷.

Nous devons empêcher cela. Le réchauffement climatique mondial doit être limité à 1,5 °C, sinon il deviendra incontrôlable et nous entrerons dans un cercle vicieux⁸. Divers éléments déclencheurs, tels que la fonte des glaces aux pôles et les feux de forêt, s'alimenteront mutuellement et entraîneront une augmentation exponentielle du réchauffement climatique. Il sera alors trop tard.

1 Par rapport à l'ère préindustrielle

2 « Changement climatique - MétéoSuisse », consulté le 24 septembre 2025, <https://www.meteosuisse.admin.ch/climat/changement-climatique.html>.

3 « Le réchauffement climatique a causé 60% des décès dus à la chaleur en Suisse en 2022 », Media Relations, 3 juillet 2023, https://mediarelations.unibe.ch/communiqués_de_presse/2023/communiqués_de_presse_2023/le_rechauffement_climatique_a_causé_60_des_dcs_dus_la_chaleur_en_suisse_en_2022/index_fra.html.

4 « Auch im Wasserschloss Schweiz kann es zum Wasserengpass kommen », Schweizer Radio und Fernsehen (SRF), 21 mars 2025, <https://www.srf.ch/wissen/klimawandel/weltwasserbericht-der-uno-auch-im-wasserschloss-schweiz-kann-das-wasser-knapp-werden>.

5 Katherine Calvin et al., IPCC, 2023: Climate Change 2023: Synthesis Report. Contribution of Working Groups I, II and III to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change [Core Writing Team, H. Lee and J. Romero (Eds.)]. IPCC, Geneva, Switzerland., First, avec Hoesung Lee (Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC), 2023), <https://doi.org/10.59327/IPCC/AR6-9789291691647>.

6 Caroline Dreyer, « The Cost of Inaction », CPI, 4 janvier 2024, <https://www.climatepolicyinitiative.org/the-cost-of-inaction/>.

7 Oliver Eitelwein et al., Quantifying the Impact of Climate Change on Human Health (World Economic Forum, 2024), https://www3.weforum.org/docs/WEF_Quantifying_the_Impact_of_Climate_Change_on_Human_Health_2024.pdf.

8 Timothy M. Lenton et al., « Climate Tipping Points — Too Risky to Bet Against », Nature 575, n° 7784 (2019): 592-95, <https://doi.org/10.1038/d41586-019-03595-0>.

ORIGINE ET RESPONSABLES

L'origine de la crise est claire

Pour lutter efficacement contre une crise, il faut en connaître l'origine. La crise climatique d'origine humaine est récente et causée par les émissions de gaz à effet de serre, qui proviennent en grande partie des combustibles fossiles. L'industrie fossile a donc tout fait pour dissimuler le problème le plus longtemps possible. Pourquoi ?

Notre système économique actuel est conçu pour permettre à une poignée de personnes extrêmement riches d'amasser des fortunes colossales. Elles peuvent ainsi décider de ce qui est produit et comment, car elles possèdent la majeure partie des infrastructures nécessaires pour ce faire. Afin de maximiser leurs profits, elles exploitent les populations en leur imposant de mauvaises conditions de travail et des salaires bas. Il en va de même pour notre environnement. Les ressources naturelles sont surexploitées et vendues. Cette exploitation rapide déséquilibre la nature et, en parallèle, l'utilisation de ces ressources — par exemple la combustion du pétrole — entraîne l'émission d'énormes quantités de gaz à effet de serre nocifs pour le climat. L'utilisation de combustibles fossiles minimise les coûts de

production et de transport. Les ultra-riches tirent profit de ces activités, et c'est ensuite à la population dans son ensemble qu'on demande de payer l'addition de ces ressources prétendument gratuites... sous la forme de la crise climatique.

Notre système économique actuel repose sur l'illusion qu'il est possible de réaliser des profits illimités sur une planète aux ressources limitées. Les plus riches ne sont pas intéressés par une alternative économique durable. La pression à la croissance les place dans une concurrence permanente qui les amène à investir dans des activités rentables à court terme, généralement nocives pour le climat⁹.

La crise climatique a donc été et continue d'être causée par le capitalisme. Les ultra-riches tirent très largement profit de ce système. Elles et ils décident de la production des biens et des services et l'organisent de manière à ce que ceux-ci soient aussi lucratifs que possible pour elles et eux. Elles et ils investissent principalement leur argent dans des entreprises et des activités nuisibles au climat, car celles-ci génèrent des rendements plus élevés et plus rapides. Les ultra-riches exploitent ainsi les êtres humains et la nature et sont donc responsables de la crise climatique.

9 Mira Alestig et al., Carbon Inequality Kills: Why Curbing the Excessive Emissions of an Elite Few Can Create a Sustainable Planet for All (Oxfam, 2024), <https://doi.org/10.21201/2024.000039.9,24>], "issued": [{"date-parts": [{"2024", "10", "28"}]}], "schema": "https://github.com/citation-style-language/schema/raw/master/csl-citation.json"}]

Les responsables

Les ultra-riches génèrent d'énormes quantités d'émissions avec leurs vols en jet privé et leurs croisières en yacht, mais surtout avec leurs investissements nuisibles au climat. Une personne appartenant au pour cent le plus riche en Suisse génère en moyenne 195 tonnes de CO₂ par an, contre neuf tonnes pour les personnes à faible revenu¹⁰. Chez les plus riches, ces chiffres atteignent des sommets astronomiques. Ernesto Bertarelli, septième fortune de Suisse, émet ainsi plus de 10 000 tonnes de CO₂ par an rien qu'avec ses voyages en yacht et ses vols en jet privé¹¹. Il faudrait environ 770 ans à une personne normale pour en émettre autant ! Et ce n'est que la partie émergée de l'iceberg : entre 85 % et 95 % des émissions du pour cent le plus riche proviennent de leurs investissements¹². La famille de Gianluigi Aponte est l'unique propriétaire de la compagnie maritime MSC Group (MSC Cruises) et la cinquième famille la plus riche de Suisse. Rien qu'avec ses investissements, elle génère environ trois millions de tonnes de CO₂ par an, auxquelles s'ajoutent les émissions de son entreprise. À elle seule, sa compagnie maritime génère chaque année 80 %

des émissions (33,8 millions de tonnes de CO₂) produites sur l'ensemble du territoire suisse¹³. L'impact climatique réel des ultra-riches n'est donc pas seulement cent fois supérieur à celui d'une personne normale, mais des millions de fois supérieur, et cette inégalité ne cesse de croître.

Alors que les émissions des classes de revenu faibles et moyennes ont diminué de manière constante au cours des 30 dernières années et sont alignées avec les objectifs climatiques, la situation est différente de l'autre côté de l'écart de richesse. Au cours de la même période, les ultra-riches ont augmenté leurs émissions de 30 %¹⁴ et leur fortune a aussi considérablement augmenté, en grande partie grâce à leurs investissements sales et exploitants. Les ultra-riches sont donc les principales responsables des émissions, car elles en profitent du système économique actuel.

Pourtant, ce n'est pas ce petit groupe privilégié qui est le plus exposé aux conséquences de la crise climatique.

10 « So stark belasten die reichsten Schweizer die Umwelt », Tages-Anzeiger, consulté le 24 septembre 2025, <https://www.tagesanzeiger.ch/oekologisches-ungleichgewicht-so-stark-belasten-die-superreichen-schweizer-die-umwelt-450927271704>.

11 Beatriz Barros et Richard Wilk, « Private Planes, Mansions and Superyachts: What Gives Billionaires like Musk and Abramovich Such a Massive Carbon Footprint », The Conversation, 16 février 2021, <https://doi.org/10.64628/AAL.m7ckdgcndn>.

12 L Chancel et Y Rehm, The Carbon Footprint of Capital: Evidence from France, Germany and the US Based on Distributional Environmental Accounts, 2023.taking into account both consumption and ownership-related emissions to varying degrees. Our framework is both comprehensive and exclusive, encompassing all emissions associated with economic activity, while ensuring no double-counting, thereby enhancing comparability between different countries and wealth groups. We apply the framework by constructing distributional environmental accounts for France, Germany and the US, yielding the following results. First, taking into account emissions from capital ownership increases the carbon footprint of the wealthiest 10% of the population by 2-2.8x as compared to consumption-only estimates, depending on the country. Second, for this group, 75-80% of emissions stem from asset ownership, not from direct energy consumption. Financial assets such as equity are found to emit, on average, 75-150 tonnes of carbon dioxide equivalent per million dollars or euros. Third, emissions from capital ownership appear to be more concentrated than capital itself, with the top 10% of the population emitting 70-85% of all emissions linked to capital ownership. These findings suggest that policies targeting the carbon content of individuals' assets and investments, rather than focusing only on individual consumption decisions, can be critical to reduce emissions and particularly so at the top of the distribution. We explore policy options consistent with this perspective.,"language":"en","source":"Zotero","title":"The Carbon Footprint of Capital: Evidence from France, Germany and the US based on Distributional Environmental Accounts","author":[{"family":"Chancel","given":"L"}],{"family":"Rehm","given":"Y"}], "issued": [{"date-parts": [{"2023"}]}], "schema": "https://github.com/citation-style-language/schema/raw/master/csl-citation.json"}]

13 Sylvain Besson Rudaz Paul Ronga, Mathieu, « Comment la famille Aponte est devenue la plus riche de Suisse », tdg.ch, consulté le 24 septembre 2025, <https://interactif.tdg.ch/2022/enquete-famille-aponte/>.

14 Tages-Anzeiger, « So stark belasten die reichsten Schweizer die Umwelt ».

La question climatique et la justice sociale

La question climatique est une question de classe à l'échelle mondiale. Le principe est simple : non seulement les ultra-riches sont les principales·aux responsables des émissions, mais elles et ils sont aussi les plus capables de se protéger des conséquences de la crise climatique¹⁵.

Pour les groupes de population plus pauvres, c'est l'inverse. Les personnes vivant dans des conditions précaires habitent dans des zones où les infrastructures sont moins développées, dans des maisons moins stables et mal isolées, souvent très proches les unes des autres. Les catastrophes climatiques les touchent de manière disproportionnée car leur capacité d'adaptation est beaucoup plus faible en raison de leur manque de moyens financiers. En situation de crise, les populations les plus pauvres sont les plus contraintes de vendre leurs biens, ce qui compromet le maintien à long terme de leurs moyens de subsistance. La crise climatique crée un cercle vicieux pour les personnes en situation de précarité. En 2015, la Banque mondiale estimait ainsi que sans action immédiate, le réchauffement climatique pourrait plonger plus de 100 millions de personnes supplémentaires dans la pauvreté d'ici

2030¹⁶, un chiffre probablement sous-estimé et qui a certainement augmenté depuis. Les pays du Sud sont les plus durement impactés par la crise climatique, bien que les responsables de celle-ci soient clairement les pays du Nord¹⁷. Cela s'explique d'abord par des raisons géographiques, car les régions tropicales et subtropicales sont les plus fortement touchées sur le plan climatique, mais les structures économiques jouent un rôle encore plus important. Le néo-colonialisme et le néo-impérialisme font que ces pays continuent d'être exploités sans vergogne, y compris dans le contexte de la crise climatique. Les multinationales basées dans le Nord y pillent les ressources et détruisent l'environnement local, et dans le même temps, les pays du Sud ont été contraints de s'endetter lourdement auprès des banques du Nord. Les pays du Sud supporteront 70 à 80 % des coûts de la crise climatique alors qu'ils ne sont pas responsables de cette crise¹⁸. La protection du climat est donc avant tout une question de justice mondiale.

Mais en Suisse aussi, ce sont les personnes pauvres et malades qui subissent déjà les conséquences les plus dévastatrices de la crise climatique. L'ensemble de la population devra bientôt payer disproportionnellement plus pour cette crise, et pas les plus riches. Le coût de la vie est de plus en plus élevé pour une

grande partie de la population – augmentation des loyers, des primes d'assurance maladie et des frais de mobilité – tandis que les salaires stagnent. La crise climatique aggrave les inégalités existantes et creuse encore davantage le fossé de l'inégalité des richesses¹⁹. Cette spirale descendante est bien documentée, mais les responsables politiques ne font rien pour l'arrêter.

15 Oxfam Deutschland et al., KLIMA DER UNGLEICHHEIT, s. d.
16 « Un développement soucieux du climat peut empêcher que 100 millions de personnes ne basculent dans la pauvreté d'ici 2030 », World Bank, consulté le 24 septembre 2025, <https://www.banquemondiale.org/fr/news/feature/2015/11/08/rapid-climate-informed-development-needed-to-keep-climate-change-from-pushing-more-than-100-million-people-into-poverty-by-2030>.
17 Alestig et al., Carbon Inequality Kills.9,24]]], "issued":{"date-parts":["2024","10,28]]]]], "schema":{"https://github.com/citation-style-language/schema/raw/master/csl-citation.json"}
18 « A/HRC/41/39: Climate Change, Extreme Poverty and Human Rights: Report », OHCHR, consulté le 24 septembre 2025, [https://www.ohchr.org/en/documents/thematic-reports/ahrc4139-climate-change-extreme-poverty-and-human-rights-report.hundreds of millions will face food insecurity, forced migration, disease and death. Climate change threatens the future of human rights and risks undoing the last 50 years of progress in development, global health and poverty reduction.](https://www.ohchr.org/en/documents/thematic-reports/ahrc4139-climate-change-extreme-poverty-and-human-rights-report.hundreds%20of%20millions%20will%20face%20food%20insecurity%2C%20forced%20migration%2C%20disease%20and%20death.%20Climate%20change%20threatens%20the%20future%20of%20human%20rights%20and%20risks%20undoing%20the%20last%2050%20years%20of%20progress%20in%20development%2C%20global%20health%20and%20poverty%20reduction.%20),"container-title":"OHCHR", "language":"en", "title":"A/HRC/41/39: Climate change, extreme poverty and human rights: Report", "title-short":"A/HRC/41/39", "URL":"https://www.ohchr.org/en/documents/thematic-reports/ahrc4139-climate-change-extreme-poverty-and-human-rights-report", "accessed":{"date-parts":["2025","9,24]]]]], "schema":{"https://github.com/citation-style-language/schema/raw/master/csl-citation.json"}

19 Tina Berg, Energiearmut: Geht Klimaschutz nur für Reiche? (Be+), 13 octobre 2022, <https://www.beobachter.ch/umwelt/umweltpolitik/energiearmut-klimaschutz-nur-fur-reiche-538650>.

LA POLITIQUE CLIMATIQUE BOURGEOISE A ÉCHOUÉ

La crise climatique d'origine humaine a été scientifiquement reconnue dès les années 1960. Les premiers grands sommets des Nations unies sur le climat ont eu lieu au début des années 1990. Trente années de plus ont passé depuis, et la crise n'a fait qu'empirer. Pourquoi ?

La politique climatique bourgeoise présente la crise climatique comme un problème qui pourrait être résolu à l'échelle individuelle. Elle met l'accent sur le comportement des consommateurs, affirmant que chacun-e peut faire la différence en réduisant ses déplacements en voiture et en avion. Les comportements nuisibles au climat devraient alors être rendus plus coûteux, et donc réduits, en introduisant des «taxes incitatives». Cependant, les recettes de ces taxes ne sont pas entièrement redistribuées à la population et pèsent surtout sur les classes à faibles revenus. Pendant qu'une agricultrice doit utiliser un peu moins sa voiture à cause de la hausse des prix de l'essence, les plus riches continuent de parcourir le monde en jet privé. À titre de comparaison :

La plupart des vols en jet privé émettent en moyenne 4,6 tonnes de CO₂, soit plus en une seule fois que les émissions annuelles d'un-e Suisse moyen-ne²⁰. De plus, la plupart des jets privés parcourent moins de 500 km par vol²¹. Et plutôt que de limiter ce mode de transport particulièrement nuisible au climat, la Confédé-

ration subventionne aussi les aéroports privés. Le credo de la responsabilité individuelle ne s'applique donc qu'à la masse de la population, mais pas aux plus riches.

Les ultra-riches et leurs entreprises peuvent même se libérer de certaines obligations ou s'en affranchir par des promesses vagues. Les entreprises qui présentent un plan de réduction de leurs émissions peuvent se débarrasser des taxes sur le CO₂ sans avoir à suivre ce plan de manière réellement contraignante. L'idée derrière cette mesure est de créer des incitations, mais le tout, sans obligations, fonctionne très mal²².

Dans le même temps, le commerce des certificats d'émission est en plein essor. Le système d'échange de quotas d'émission (SEQUE) a pour objectif premier de créer un marché fictif pour la pollution de l'environnement. L'idée derrière ce dispositif est de réduire les émissions par la tarification, mais ce système protège bien les grandes entreprises plutôt que le climat. Les chiffres le montrent également : en Suisse, l'EHS n'a pas apporté de contribution significative à la lutte contre la crise climatique et, à ce rythme, l'industrie n'atteindra pas la neutralité carbone d'ici 2050²³.

La Confédération et le Parlement n'en font pas assez pour lutter contre la crise climatique.

La Suisse a même été réprimandée par la Cour européenne des droits de l'homme pour ne pas protéger suffisamment sa population contre les conséquences de la crise. Selon ses propres informations, la Confédération ne dépense qu'environ deux milliards de francs par an pour des mesures de protection du climat²⁴. À titre de comparaison, rien que pour atteindre les objectifs peu ambitieux fixés pour 2050, le secteur public et le secteur privé devraient investir 12,9 milliards de francs par an²⁵. Plutôt que de réaliser les investissements supplémentaires nécessaires, la Confédération prévoit dans le cadre de ses plans d'économies la suppression sans compensation de plusieurs centaines de millions de francs destinés à la protection du climat au cours des prochaines années²⁶.

À cela s'ajoute l'interprétation trompeuse des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre. À l'heure actuelle, les objectifs climatiques ne concernent que la réduction des émissions nationales. Les émissions importées, qui sont 3,75 fois plus élevées, sont complètement ignorées²⁷ et le travail de réduction

ainsi rejeté sur d'autres. Cette tendance est encore accentuée par l'achat de certificats d'émission.

La foi aveugle dans la technologie ne nous sauvera pas non plus. Les technologies comme la captation et le stockage de CO₂ sont entourées de grandes promesses, mais elles sont peu efficaces et encouragent à penser à tort qu'il serait possible de lutter contre la crise climatique sans sortir des combustibles fossiles. Il n'est donc pas étonnant que les compagnies pétrolières aient été les premières à les mettre en avant²⁸.

Une chose est claire, c'est que la politique climatique bourgeoise a échoué. Il nous faut maintenant un revirement à 180° et une sortie des énergies fossiles, de la croyance en le marché et des logiques de responsabilité individuelle. Les bourgeois-es veulent continuer à protéger les profits des plus riches et les objectifs climatiques sont donc fixés trop bas, voire parfois même pas mis en œuvre. Les solutions à la crise climatique sont pourtant sur la table. Il existe d'innombrables projets pour une transformation durable de notre économie, y compris en Suisse. Le Plan d'action climat de la Grève pour le climat et de très nombreux-eux scientifiques montre clairement les mesures à prendre²⁹. C'est une question de volonté politique : veut-on protéger les personnes ou le capital ? Pour l'instant, c'est ce dernier qui est priorisé, comme le montrent clairement les statistiques sur la fortune.

20 « Privatjet-Boom in Genf und Zürich », Greenpeace Schweiz, 30 septembre 2024, <https://www.greenpeace.ch/de/medienmitteilung/113137/privatjet-boom-in-genf-und-zuerich/>.

21 Stefan Gössling et al., « Private Aviation Is Making a Growing Contribution to Climate Change », *Communications Earth & Environment* 5, n° 1 (2024): 666, <https://doi.org/10.1038/s43247-024-01775-z>.

22 Noel Cass et al., « How are high-carbon lifestyles justified? Exploring the discursive strategies of excess energy consumers in the United Kingdom », *Energy Research & Social Science* 97 (mars 2023): 102951, <https://doi.org/10.1016/j.erss.2023.102951>.

23 Alex Tiefenbacher et Luca Mondgenast, Co2-Ausstoss zum Nulltarif. Das Schweizer Emissionshandelssystem und wer davon profitiert, Rotpunktverlag (2024).

24 Conseil Fédéral, « Message concernant l'initiative populaire «Pour une politique énergétique et climatique équitable: investir pour la prospérité, le travail et l'environnement (initiative pour un fonds climat)» », janvier 2025, <https://www.fedlex.admin.ch/eli/fga/2025/458/fr>.

25 « Publications sur la finance durable », L'Association suisse des banquiers, consulté le 25 septembre 2025, <https://www.swissbanking.ch/fr/themes/sustainable-finance/publications-sur-la-finance-durable>.

26 David Vonplon, « Der Bundesrat will Gelder für Klimaprogramme streichen – und stösst auf breite Gegenwehr », *Schweiz, Neue Zürcher Zeitung*, 30 janvier 2025, <https://www.nzz.ch/schweiz/der-bundesrat-will-gelder-fuer-klimaprogramme-streichen-und-stoesst-damit-auf-breite-gegenwehr-ld.1868640>.

27 Pascal Albisser und Julian Schmidli, « Schweizer Klimabilanz: die versteckte Wahrheit hinter Importen », *Schweizer Radio und Fernsehen (SRF)*, consulté le 25 septembre 2025, <https://www.srf.ch/news/schweiz/importierte-emissionen-die-verborgene-klimasuende-der-schweiz>.

28 Von Niklas Franzen et Reykjavík, « Klimatechnologie: Rettung oder Ablenkung? », 11 décembre 2024, <https://www.woz.ch/!E9MCQWMSBRG>.

29 Klimastreik, Klimaaktionsplan (Klimastreik, 2021), https://admin.climatestrike.ch/uploads/Klima_Aktionsplan_1_0_930148c051.pdf.

Inégalités de richesse – un danger pour le climat et la démocratie

En Suisse, le pourcent le plus riche possède près de 45 % de la fortune totale et sa fortune nette moyenne a augmenté de 150 % en près de 20 ans, passant de 8 à 20 millions de francs³⁰. Les chiffres au sommet de la pyramide des fortunes sont encore plus impressionnants : les 300 familles les plus riches ont doublé leur fortune au cours de la même période, atteignant 833 500 000 000 francs — et dans le même temps, la moitié de la population suisse ne possède pratiquement aucune fortune, avec une moyenne d'à peine 7700 francs³¹.

Chaque heure, la fortune des 300 personnes les plus riches de Suisse augmente de 2,4 millions de francs. Cet argent est généré par le travail de la population et l'exploitation des ressources naturelles, et finit dans les poches des ultra-riches sous forme de revenus du capital (par exemple, des dividendes sur les actions d'entreprises actives dans le secteur des énergies fossiles). Cette répartition inégale des richesses est le principal facteur à l'origine des crises actuelles.

Les ultra-riches tentent par tous les moyens de conserver leur position dominante en convertissant leurs ressources financières en pouvoir politique. Les milliardaires se présentent plus souvent que la moyenne à des fonctions politiques et financent des partis et des campagnes électorales. En possédant des médias ou des plateformes de réseaux sociaux, ils peuvent influencer l'opinion publique de manière ciblée. Du lobbying et un travail de relations publiques ciblés les aident à réussir dans leurs affaires. Des études montrent clairement que les intérêts politiques des ultra-riches sont mieux entendus que ceux des citoyen·nes ordinaires³². Aux États-Unis, nous voyons par exemple comment les «tech bros» remodelent l'État à leur avantage et le retournent contre le reste de la population.

En Suisse aussi, des milliardaires comme Christoph Blocher s'immiscent dans les médias et la politique. Mais il n'est pas nécessaire de devenir d'abord conseiller fédéral pour faire valoir ses propres intérêts commerciaux : Gianluigi Aponte par

exemple a failli réussir à faire passer au Parlement un projet de loi sur la taxe au tonnage qui aurait permis à son entreprise MSC d'économiser des milliards de francs d'impôts chaque année³³. La gauche a finalement réussi à bloquer ce projet au dernier moment.

Au cours des dernières décennies, les ultra-riches ont bénéficié d'énormes avantages fiscaux. Or, une politique fiscale efficace serait le moyen le plus utile pour lutter contre les inégalités croissantes et les tendances anti-démocratiques.

Ce sont donc les fortunes colossales des plus riches qui mettent en danger notre avenir. Leur consommation de luxe et leurs investissements nuisibles au climat détruisent notre environnement et tous les principes fondamentaux de la démocratie. Nous devons mettre un terme aux agissements des ultra-riches dès maintenant afin de garantir à toutes et tous un avenir digne d'être vécu. C'est pourquoi l'initiative pour l'avenir est nécessaire !

30 Yves Wegelin, « Die verborgenen Milliarden der Schweiz », Republik, 3 février 2025, <https://www.republik.ch/2025/02/03/die-verborgenen-milliarden-der-schweiz>.

31 Wegelin, « Die verborgenen Milliarden der Schweiz ».

32 Milliardärsmacht beschränken, Demokratie schützen, s. d.

33 Verein REFLEKT, « REFLEKT Investigativer Journalismus », REFLEKT – Investigativer Journalismus, 17 février 2024, <https://reflekt.ch/recherchen/tonnage/>.

L'INITIATIVE POUR L'AVENIR

Taxer les riches, protéger le climat et la démocratie

Suite au rejet de la loi sur le CO₂ en juin 2021, la JS Suisse a décidé de lancer une initiative visant à faire passer les ultra-riches à la caisse pour lutter contre la crise climatique. Les sondages réalisés après la votation de la loi CO₂ ont montré qu'elle avait échoué principalement parce que de nombreuses personnes craignaient de devoir payer elles-mêmes plus. Ce risque est réel, car aujourd'hui déjà tous les coûts sont répercutés sur l'ensemble de la population. Ça n'a pas besoin d'être le cas !

Conformément au principe du pollueur-payeur inscrit dans la Constitution et la loi, ce sont celles et ceux qui génèrent le plus d'émissions, c'est-à-dire les ultra-riches, qui doivent payer pour la protection du climat. Pas de protection du climat sans justice sociale. Nous devons veiller à ce que les coûts de la crise climatique soient répartis équitablement, et nous avons besoin dans le même temps de mesures de protection du climat qui ne reproduisent pas les inégalités existantes mais les combattent activement. La politique climatique ne doit plus être une politique du pansement ! Cette crise ne peut être sérieusement combattue qu'à la racine, et il est nécessaire pour cela de transformer durablement notre système économique. C'est exactement ce que demande l'initiative pour l'avenir !

Un impôt sur les héritages et les dons avec une franchise de 50 millions et un taux d'imposition de 50 % permettra de récolter les milliards nécessaires pour lutter contre la crise climatique de manière socialement juste. L'imposition ciblée des très grands héritages permettra que les ultra-riches soient tenu-es responsables de leurs dégradations du climat. L'initiative n'a donc aucun impact sur les héritages et les dons en dessous de 50 millions. Seules 2500 personnes, soit 0,05 % des contribuables, seraient concernées par l'initiative. Le texte de l'initiative prévoit des mesures efficaces contre l'évasion et en particulier l'exil fiscal.

L'initiative rapporterait environ six milliards de francs par an, qui seraient entièrement utilisés pour lutter contre la crise climatique et pour la transformation écosociale de l'ensemble de l'économie. Des mesures concrètes de protection du climat doivent être mises en place dans les domaines du logement, du travail et des services publics, sans peser en permanence sur le portefeuille de la majorité de la population. Pour une protection du climat socialement juste financée de manière fiscalement juste !

Pourquoi un impôt national sur les héritages ?

Les héritages sont l'un des principaux facteurs d'accélération des inégalités de richesse. En Suisse, 95 milliards de francs ont été hérités l'année dernière³⁴. Alors que 30 centimes d'impôt sont prélevés sur chaque franc de revenu du travail en moyenne, ce chiffre n'est aujourd'hui que de 1,4 centime pour chaque franc hérité³⁵.

La concurrence fiscale intercantonale a rendu les impôts sur les héritages pratiquement insignifiants au cours des 20 dernières années. Les taux d'imposition ont été réduits, les descendant-es direct-es complètement exonéré-es d'impôts dans de nombreux endroits, et dans certains cantons comme Obwald ou Schwyz, il n'y a pas d'impôt sur les héritages du tout. En fin de compte, la concurrence agressive en matière d'impôt sur les héritages n'a entraîné nulle part de mouvements significatifs de départs ou d'arrivées — et tout le monde y a donc perdu, sauf les plus riches³⁶.

Un héritage est de l'argent gratuit, un cadeau pour lequel l'héritière-er n'a pas eu à travailler. En Suisse, 80 % de la fortune des ultra-riches est héritée³⁷. Les familles transmettent leur

richesse de génération en génération sous forme de très grands héritages et causent d'énormes dégâts avec cet argent. Ces tendances néo-féodales sont extrêmement dangereuses. Des économistes reconnu-es et le Conseil fédéral l'affirment clairement : si nous voulons lutter contre les inégalités de richesse, il faut taxer les très grands héritages à hauteur de 50 à 60 %³⁸. C'est donc une question de volonté politique que de favoriser ou de limiter les inégalités.

L'introduction d'un impôt national sur les héritages ne limiterait pas la souveraineté fiscale des cantons. Il est normal que des impôts soient prélevés à différents niveaux : les impôts sur la fortune par exemple sont prélevés par les cantons et les communes. Il n'y a pas non plus de « double imposition » : des impôts sont prélevés à différents endroits, nous payons tous l'impôt sur la fortune, l'impôt sur le revenu, la taxe sur la valeur ajoutée, etc. Il ne s'agit pas d'une double imposition mais d'un mix d'impôts qui peut varier.

34 Roland Hofmann et Michaela Tanner, Wer (ver)erbt wie? : Schweizer Erbschaftsstudie 2023, ZHAW Zürcher Hochschule für Angewandte Wissenschaften, mars 2023, 240,application/pdf, <https://doi.org/10.21256/ZHAW-2528>.

35 « Erbschaften in Der Schweiz: Entwicklung Seit 1911 Und Bedeutung Für Die Steuern », Social Change, publication en ligne anticipée, 10 décembre 2019, <https://doi.org/10.13094/SMIF-2019-00008>.

36 « Erbschaften in Der Schweiz ».

37 Enea Baselgia et Isabel Z. Martinez, « Tracking and Taxing the Super-Rich: Insights from Swiss Rich Lists », KOF Working Papers, KOF Working papers, KOF Swiss Economic Institute, ETH Zurich, février 2022, 22-501, <https://ideas.repec.org/p/kof/wpskof/22-501.html>.

38 Conseil Fédéral, « Message relatif à l'initiative populaire fédérale « Pour une politique climatique sociale financée de manière juste fiscalement (initiative pour l'avenir) » », décembre 2025, <https://www.fedlex.admin.ch/eli/fga/2024/3216/fr>.

50/50 – ça veut dire quoi exactement ?

L'initiative pour l'avenir n'imposera pratiquement personne à 50 % en raison de la franchise appliquée. L'impôt s'applique non seulement juste aux héritages supérieurs à 50 millions de francs, mais il ne s'applique pas non plus aux 50 premiers millions de ceux-ci. Si quelqu'un laisse un héritage de 60 millions de francs, seuls 10 millions de francs seraient imposés à 50 % et l'impôt final s'élèverait donc à 5 millions de francs — soit un taux d'imposition effectif de 8,33 %. Selon le Conseil fédéral, les 2500 personnes concernées possèdent en moyenne une fortune de 200 millions de francs, ce qui correspondrait à un taux d'imposition moyen de 37,5 %³⁹.

La franchise fiscale fait donc de l'impôt sur la succession un impôt progressif et garantit en même temps que seuls les héritages des plus riches sont imposés. L'initiative ne représente pas non plus un danger pour les PME familiales. Lors de l'initiative sur l'impôt sur les successions de 2015, l'ancien vice-président de l'Association suisse des PME avait en outre précisé : s'il y avait un abattement de 50 millions de francs, aucune PME ne serait touchée ou menacée⁴⁰.

39 Conseil Fédéral, « Message relatif à l'initiative populaire fédérale «Pour une politique climatique sociale financée de manière juste fiscalement (initiative pour l'avenir)» ».

40 Von Yves Wegelin, « Erbschaftssteuerinitiative: Die KMU wären nicht betroffen », 15 avril 2015, <https://www.woz.ch/IMG06CF1FS62Z>.

Pourquoi l'initiative ne vise-t-elle que les ultra-riches et pourquoi ces personnes ne partiraient pas simplement ?

En réalité, il n'existe actuellement aucune étude prouvant cette fuite supposée des ultra-riches hors de Suisse, et il est aussi difficile de trouver des études de référence sur le sujet. En Norvège et en Grande-Bretagne, divers impôts ont certes été augmentés pour les ultra-riches et des départs soi-disant nombreux ont été largement médiatisés. Cependant, des analyses plus approfondies montrent une autre réalité⁴¹.

La tentative de semer la peur au sujet d'un éventuel exil fiscal des plus riches refait toujours surface lorsque la population souhaite prendre des décisions dans son intérêt. Au cours des dernières décennies, les plus riches et leurs entreprises ont bénéficié d'innombrables avantages fiscaux, par exemple sous la forme des réformes I et II de l'imposition des entreprises et de la réduction des impôts cantonaux sur les héritages, mais aussi d'éléments déjà existants tels que l'imposition forfaitaire ou le fait qu'il n'existe toujours pas d'impôt sur le revenu du capital ou similaire en Suisse.

Par ailleurs, la Suisse perd chaque année des milliards de recettes fiscales à cause des délits fiscaux et des manœuvres frauduleuses des ultra-riches.

L'initiative pour l'avenir prévoit dans son texte des mesures claires contre l'évasion et particulièrement l'exil fiscal. Le Conseil fédéral doit les élaborer avant le dimanche du vote afin qu'elles puissent entrer en vigueur dès le lendemain si l'initiative est acceptée. Il existe de nombreuses mesures possibles, par exemple un impôt de départ ou un changement de principe d'une imposition selon le lieu de résidence à une imposition selon la nationalité, comme le font les États-Unis. La question est simplement de savoir si le Conseil fédéral a la volonté politique de mener une politique fiscale efficace et cohérente ou non.

41 Tax Justice Network et al., The Millionaire Exodus Myth (Tax Justice Network, 2025), <https://taxjustice.net/wp-content/uploads/2025/06/The-millionaire-exodus-myth-A-critical-reconsideration-of-the-Henley-Partners-Private-Wealth-Migration-report-June2025.pdf>.

L'initiative détruit-elle les entreprises familiales ?

Non. L'impôt sur l'avenir est avant tout un impôt ciblé sur les particuliers et pas les entreprises. Bien sûr, les particulière-ers peuvent avoir investi leur fortune dans des entreprises.

Il faut toutefois préciser que 99,7 % des entreprises en Suisse sont des PME⁴². Lors de la votation de l'initiative pour un impôt sur les héritages en 2015, le vice-président de l'Union suisse des arts et métiers avait déclaré qu'aucune PME ne serait concernée s'il y avait une franchise de 50 millions sur cet impôt. Les 0,7 % restants sont des entreprises gigantesques. La plupart des entreprises dans cette catégorie sont organisées en sociétés anonymes. Les ultra-riches ont généralement investi leur argent dans diverses actions, biens immobiliers, etc. Seuls 8 % des plus riches sont des patron·nes classiques⁴³.

Dans d'autres pays, on a toutefois clairement constaté que même les héritière-ers d'énormes entreprises familiales sont tout à fait en mesure de payer de tels impôts. En Corée du Sud et au Japon, les droits de succession s'élèvent aujourd'hui à environ 55 %. Les héritière-ers de Samsung viennent ainsi de payer un impôt de 50 % sur leur héritage, soit environ 9 milliards d'euros⁴⁴. Si les liquidités disponibles

ne suffisent pas pour payer l'impôt, les héritière-ers peuvent contracter un emprunt et utiliser l'entreprise comme garantie. En Suisse, cette pratique est déjà courante, par exemple avec les emprunts immobiliers.

Il est en tout cas très clair que les héritière-ers d'une entreprise saine, quelle que soit sa taille, n'auront en aucun cas à vendre leur entreprise. L'impôt payé peut être remboursé en quelques années grâce au placement de l'héritage, et l'entreprise peut souvent gagner en valeur entre-temps. L'initiative ne détruirait donc aucun emploi, bien au contraire (voir ci-dessous).

42 « Petites et moyennes entreprises », consulté le 25 septembre 2025, <https://www.bfs.admin.ch/content/bfs/fr/home/statistiques/industrie-services/entreprises-emplois/structure-economie-entreprises/pme.html>.

43 Mischa Aebi, « Erbschaftssteuer: Nur 8 Prozent der Superreichen sind aktive Patrons wie Spuhler », Tages-Anzeiger, 20 juillet 2024, <https://www.tagesanzeiger.ch/erbschaftssteuer-nur-8-prozent-der-superreichen-sind-patrons-418572193925>.

44 « Familie des ehemaligen Samsung-Chefs zahlt neun Milliarden Euro Erbschaftssteuer », stern.de, 28 avril 2021, <https://www.stern.de/wirtschaft/samsung-erben-muessen-neun-milliarden-euro-erbschaftssteuer-zahlen-30502046.html>.

Où l'argent doit-il être investi ?

Selon le texte de l'initiative, les recettes fiscales doivent être utilisées pour « la transformation écologique et socialement juste de l'ensemble de l'économie, en particulier dans les domaines du travail, du logement et des services publics ».

Afin de construire une société durable, tous les secteurs économiques et les services publics doivent être réorganisés de manière à atteindre la neutralité carbone. Autrement dit, nous devons réorganiser notre société de manière à ce que tous les besoins de la population soient satisfaits de manière respectueuse de l'environnement. Cela ne doit toutefois pas se faire au détriment de la majorité de la population. Cette transition écologique ne doit pas conduire à une augmentation des inégalités existantes mais au contraire contribuer à les réduire.

Habitat durable

Le secteur du bâtiment est aujourd'hui responsable de 22 % des émissions nationales de gaz à effet de serre⁴⁵. Une rénovation énergétique de tous les bâtiments est indispensable, mais les coûts ne doivent pas être répercutés sur les locataires. Les rénovations doivent donc être subventionnées, à condition d'interdire les résiliations de bail et les augmentations de loyer. Par ailleurs, le financement classique des subventions est pris en charge par la collectivité et non par les propriétaires privé·es. Avec l'impôt sur l'avenir, ce sont les ultra-riches, qui possèdent généralement plusieurs biens immobiliers ou des parts dans des groupes immobiliers, qui paieraient ces rénovations, ce qui est socialement juste.

45 Office fédéral de l'environnement OFEV, « Émissions de gaz à effet de serre générées par le secteur du bâtiment », consulté le 25 septembre 2025, <https://www.bafu.admin.ch/bafu/fr/home/themen/thema-klima/daten--treibhausgasemissionen-der-schweiz/treibhausgasinventar/treibhausgasemissionen-der-gebaeude.html>.

46 Pradeep Philip et al., Work toward Net Zero: The Rise of the Green Collar Workforce in a Just Transition (Deloitte, 2022), https://www.deloitte.com/content/dam/assets-shared/legacy/docs/Deloitte_Work_toward_net_zero_Nov22.pdf.

Travailler

Les domaines professionnels et le quotidien au travail vont connaître des changements rapides dans de nombreux secteurs économiques dans un avenir proche. La plus grande société économique et de conseil du monde estime que la crise climatique menace 800 millions d'emplois dans le monde⁴⁶. Dans le même temps, les conditions de travail vont se détériorer pratiquement partout. Les travailleuse-urs en situation précaire seront particulièrement impacté·es par cette évolution.

Ce groupe inclut par exemple des personnes qui travaillent à l'extérieur (dans le bâtiment, etc.) et à qui le changement climatique fait subir une détérioration de plus en plus importante de leur santé, ou encore des travailleuse-urs du secteur de la santé, déjà surchargé·es, qui doivent non seulement faire face

à ces changements mais aussi absorber les conséquences sanitaires pour l'ensemble de la population. Les mesures de protection du climat ne doivent donc pas seulement servir à lutter contre la crise climatique, mais aussi à protéger la population.

Seule une transformation durable de l'économie permettra d'y parvenir. Les secteurs nuisibles au climat doivent être restructurés de manière durable et certains, notamment celui des énergies fossiles, doivent être complètement abandonnés. La décarbonation offre toutefois de grandes opportunités : elle aurait le potentiel de créer environ 300 millions de nouveaux emplois dans le monde d'ici 2050⁴⁷. La Suisse ne doit pas se laisser distancer par des politiques climatiques et économiques rétrogrades.

Services publics

En matière de services publics, il faut se concentrer avant tout sur les transports publics. Avec une part de 33.6 % de toutes les émissions nationales, les transports sont le secteur le plus nuisible au climat⁴⁸. Ces émissions n'ont diminué que de 7 % depuis 1990⁴⁹. Il est donc urgent de développer durablement les transports publics. Mais le conseiller fédéral Rösli fait l'inverse : malgré le rejet du projet consacré, il veut poursuivre l'extension des autoroutes. Nous devons mettre un terme à ces tendances ! Nous avons besoin d'une offre de transports publics abordable et durable. L'initiative pour l'avenir peut également apporter les moyens financiers nécessaires pour éviter l'augmentation constante du prix des billets.

Transformation de l'économie

Le capitalisme est la cause de la crise climatique. Nous devons donc transformer notre économie si nous voulons lutter sérieusement contre cette crise et en éliminer les causes profondes. Nous avons besoin d'un système économique qui réponde de manière durable aux besoins des personnes et non à la soif de profits de quelques-un·es. C'est la seule façon de créer une société durable.

⁴⁷ Pradeep Philip et al., Work toward Net Zero: The Rise of the Green Collar Workforce in a Just Transition.

⁴⁸ Office fédéral de l'environnement OFEV, « Émissions de gaz à effet de serre générées par les transports », consulté le 25 septembre 2025, <https://www.bafu.admin.ch/bafu/fr/home/themen/thema-klima/daten--treibhausgasemissionen-der-schweiz/treibhausgasinventar/treibhausgasemissionen-des-verkehrs.html>.

⁴⁹ OFEV, Indicateurs de l'évolution des émissions de gaz à effet de serre en Suisse, https://www.bafu.admin.ch/dam/bafu/fr/dokumente/klima/fachinfo-daten/kenngroessen_thg_emissionen_schweiz.pdf.download.pdf/Kenngroessen_2025_FR.pdf (avril 2025).

C'EST POURQUOI :

OUI le 30 novembre
À L'INITIATIVE
POUR L'AVENIR !